

Transfiguration de l'université ? Quelques vues d'ensemble

En 1809 le Kultusministerium du gouvernement prussien émettait ce qu'aujourd'hui, à une époque où la paresse mentale nous oblige à n'utiliser d'autres langues que l'anglais, nous appellerions un « call for proposal » : un appel d'offre avec lequel on invitait toutes les personnes intéressées à présenter un projet pour l'organisation de la nouvelle université de Berlin. L'écho générée, onze ans auparavant, par la publication du kantien « Streit der Fakultäten » (« Conflit des facultés ») était encore vivante et à l'appel d'offre du gouvernement prussien participèrent quelques-uns des meilleurs esprits de l'époque : le gagnant fut finalement le projet présenté par Wilhelm von Humboldt. Nous pouvons en trouver trace dans un manuscrit du même Humboldt, publié seulement plusieurs années après sa mort et relatif à son activité de directeur du secteur culte et instruction du gouvernement prussien : « Über die innere und äußere Organisation der höheren wissenschaftlichen Anstalten in Berlin » (« Sur l'organisation interne et externe des institutions scientifiques supérieures de Berlin »). Grâce au titre, il est facile de comprendre que le grand intellectuel de Postdam était premièrement intéressé à conférer à l'instruction universitaire la fonction de pont de liaison entre la dimension de la science, entendue comme forme suprême du savoir, et la dimension de l'éducation et de la formation. Un schéma qui, à-peu-près, s'est conservé jusqu'à présent en Europe, en constituant à tous égards un mérite et une réelle excellence dans le système formatif occidental. On parle, et non par hasard, de « université humboldtienne ».

En relisant le projet humboldtien avec les yeux désenchantés du monde actuel, nous ne pouvons pas manquer d'être frappés par l'ampleur des perspectives et par la capacité d'interpréter le travail de la formation universitaire comme une tâche et au même temps un don

à offrir à ceux qui souhaitent y accéder (« Aufgabe »), comme une vocation-profession (« Beruf ») à cultiver et à défendre. Aucune trace de « mission », qu'elle soit de premier, deuxième ou troisième degré, comme si les enseignants étaient des évangélistes d'un quelconque Verbe inspiré ; mais plutôt le soin, à-peu-près à chaque ligne, pour le travail bien fait, aussi maniacal et précis qu'il semble rapprocher l'intellectuel plus à un artisan de la culture (en termes humboldtiens : la « Bildung ») qu'à un prophète vaniteux et indiscutable d'une quelques bonnes nouvelles (qui, généralement, ça va sans dire..., est celle prononcée par lui-même). Aucune trace non plus de « business plan » ou de stratégies de « fundraising » : les temps ont changé, et cela est connu. L'Université d'aujourd'hui est une entreprise et raisonne avec les règles et les procédures standardisées de chaque entreprise (en commençant par le fait que les œuvres de l'esprit créatif des chercheurs qui y opèrent sont, pas par hasard, appelées « produits de la recherche », sans d'ailleurs que l'utilisation d'une terminologie aussi économiste ne perturbe ou scandalise personne, même pas dans une moindre mesure).

Nous pouvons regretter. Et constater que nous vivons une époque de transition et de crise de l'Université, non seulement italienne. Néanmoins, il ne s'agit peut-être pas d'une crise exceptionnelle, si par là nous entendons quelque chose d'inédit et de jamais expérimenté jusqu'à présent.

De fait, à bien regarder, chaque époque a expérimenté des moments de changement et d'incertitude sur l'organisation et sur le futur de l'Université et jamais ont manqué les voix alarmées et désespérées des catastrophistes qui faisaient le contrechant des joyeuses marches triomphales des choristes des « magnifiche sorti, e progressive » (G. Leopardi) du temps présent...

Chaque « crise » est, de par son étymologie, un moment opportun (un « Kairòs ») pour une révision et un jugement sur la direction que les mouvements culturels internes à une société prennent et donc sur les perspectives de développement (ou de régression) de ces mêmes mouvements.

Une période de crise et de transition, de changements et, vichiennement, de « ripercorimenti » a certainement été 1969, année dans laquelle Pietro Piovani publiait à Naples, pour Guida (réimprimé ensuite en 2000), un livret au titre aussi efficace que corrosif : « Morte (e trasfigurazione?) dell'Università ».

Nous étions au lendemain du mai '68, une période qui bouleversait (dans le mal, mais aussi et surtout dans le bien) l'Université, un mouvement qui la secouait de la torpeur dans laquelle elle, par conformisme, traditionalisme et maintien de vieux privilèges et pouvoirs, était tombée.

La longue crise de l'Université européenne a été sollicitée par une radicale transformation sociale, caractérisée par le différend entre le modèle élitaire, qui avait de fait marqué l'Université du XIXe siècle et de la première moitié du XXe, et le modèle de masse, c'est-à-dire les instances liées à la démocratisation de l'Université et de son accessibilité à un large public. Dans ce contexte, pensait Piovani, une nouvelle idée ou un nouveau modèle de l'enseignement supérieur ne peuvent pas partir de l'Université comme elle se présente à l'état actuel et encore moins des actuels universitaires: dans le premier cas, on ferait l'erreur de reprendre l'image du XIXe siècle des universités comme lieu de production de classes dirigeantes et dans le deuxième cas, l'erreur de recourir à qui, ayant vécu dans la décomposition, a fait tout le possible d'abord pour la reporter et ensuite pour l'occulter, ne souhaitant pas voir les symptômes de la survenue de sa propre incapacité de durer et de recréer.

L'Université connue jusque-là, donc, disait Piovani, n'existe plus désormais, ni elle ne reviendra plus. Est-il possible, et si oui comment, que de tel « defungere », c'est-à-dire littéralement de ce manquement à la fonction jusqu'à ce moment effectuée par les institutions académiques, elles-mêmes puissent renaître « transfigurées », pour continuer à exercer un rôle et une fonction, bien que « sub altera specie » ?

Une question que, « mutatis mutandis », il est judicieux de reposer aujourd'hui, dans un temps où la société dans laquelle nous devons vivre a développé, sur la vague de l'impératif de la performance et de la « gratification instantanée », des stratégies de plus en plus raffinées, bien que pas toujours et nécessairement efficaces, d'accélération des processus, tant dans le monde de la production de biens et services que dans le monde de la communication et de l'interaction. L'effet qui en est découlé, à charge surtout des institutions éducatives et formatives, premièrement école et université, est une progressive transformation : de lieux « iuxta eorum naturam » éminemment et consciemment orientés à des temps de récolte moyennement longs, à lieux dans lesquels la vérification des apprentissages s'impose, afin de respecter la « logique du marché », avec la plus grande urgence et elle est donc segmentée, fragmentée et partialisée dans des moments séquentiellement et procéduralement différents (et même rendus absolument « objectifs », selon une présomption aussi absurde qu'enracinée).

Le résultat de tel affinage de stratégies, pour la plupart accueilli et subi, ou bien loué à l'enseigne de l'impératif d'une « innovation » pas mieux précisée, coïncide avec la métamorphose irrésistible des institutions formatives en « entreprises » (au point que souvent, même dans des documents officiels, les étudiantes et les étudiants sont de bon gré honorés du titre de « stakeholders » !) et de l'affirmation également irrésistible, dogmatiquement indiscutable et indiscutée, de l'« idéologie des compétences ».

Les compétences sont, pour leur même « auto-définition », des « objets complexes », autrement dit, des objets aux contours épistémologiques tellement vagues qu'ils résultent indéfinis ou plus probablement indéfinissables ; enfin, à la question existentielle sur ce que sont en dernière instance les compétences, la réponse la plus lucide et moins conditionnée idéologiquement, ne pourrait qu'osciller entre un sceptique « ignoramus » et un plus péremptoire « semper ignorabimus »...

Si l'école et l'Université que nous avons fréquentées dans notre plus jeune âge pouvaient encore se contenter de résumer le monde présomptivement complexe des compétences dans l'honorable triade « lire, écrire et compter », aujourd'hui les compétences – déclinées aussi différemment (pensez à la locution mystérieuse et un peu inquiétante : « compétences transversales », digne héritière sémantique des géométriquement impossibles « convergences parallèles » d'antan !) ou, pour se donner des airs, déclamées en langue anglaise (« soft skills », soit « life skills », soit « non cognitive skills », etc.) – ont pour la plupart pris la place des « savoirs ».

Certes : la question des « compétences » (quoi qu'elles soient) ne mérite pas d'être trop rapidement liquidée avec des slogans aussi faciles que banales, puisque, malgré l'incertitude définitoire qu'elle rencontre, elle signale pourtant un problème réel, une préoccupation à laquelle aucun travail formatif digne de ce nom peut imaginer se soustraire. Ainsi, pourrions-nous presque oser d'affirmer que la dialectique entre « compétences » et « savoirs » a en soi quelque chose de la bien plus connue (et noble) dialectique simmélienne entre « culture objective » (ou « esprit objectif »), c'est-à-dire les produits et les réalisations de la culture collective, et « culture subjective » (ou « esprit subjectif »), c'est-à-dire le degré de culture d'instruction de chaque individu. La dialectique entre ces deux « cultures » est de nature tensive et chiasmique : si la première grandit, la deuxième, dans la plupart des cas, vient à manquer.

Or, la culture subjective est l'âme individuelle qui développe ses inclinations et sa propre unité, en se modifiant dans la culture objective et donc se manifestant et se présentant

en elle. C'est pour cela que, comme l'affirmait le même Simmel, aucune culture subjective peut exister sans une culture objective ; néanmoins, la culture objective n'est pas préposée à améliorer le niveau culturel de l'individu, puisqu'elle doit plutôt sa prospérité à la division du travail et à la spécialisation élevée de la technologie.

Si on détache la culture objective de la subjective, la culture objective devient un royaume d'objets étrangers et pour la plupart indéfinissables, tandis que la culture subjective perd son contenu et ses possibilités d'articulation, en s'affinant de plus en plus. Par exemple, puisque le piano est techniquement plus complexe que le violon, il a pour ainsi dire une plus grande vie propre, c'est-à-dire une plus grande autonomie envers l'artiste. Aujourd'hui les synthétiseurs musicaux rendent presque complètement inutile la présence d'un artiste et cela vaut pour toutes les sphères de la musique. La possibilité de l'enregistrement et de la reproduction électronique des sons sont surprenants – cependant, les capacités de jouer d'un instrument ou de composer ne vont pas de pair (sans parler de la culture musicale diffusée et de la qualité de la musique la plus écoutée, d'un niveau tristement bas).

Avec la très grande quantité de produits culturels et avec leur reproductibilité technique, grandit rapidement la possibilité de voir, lire et écouter une quantité innombrable des œuvres d'art les plus disparates ; cependant, l'effective capacité d'articulation artistique de chaque individu reste sensiblement en arrière, ou bien même elle disparaît.

Des exemples similaires pourraient être faits dans le domaine de l'écriture et de la communication : nous disposons, en termes de culture objective, d'instruments de production éditoriale très raffinés (aujourd'hui chacun de nous, avec un apprentissage relativement modeste du point de vue des efforts, il est capable de réaliser, avec un logiciel dédié sur son ordinateur, un livre entier, couverture comprise), cependant, en général, la qualité de l'écriture, en termes de culture subjective, est devenue de plus en plus mauvaise ; nous disposons, en termes de culture objective, d'instruments de communication extrêmement précis et facilement accessibles (et l'expérience du confinement pandémique nous a rendus, dans ces domaines, de plus en plus experts), cependant, en général, en termes de culture subjective, notre capacité de communiquer des expériences qui vont un peu plus loin que les simples émotions épidermiques – stylisées dans les ainsi-dits emoticons – s'est dégradée aux niveaux du primitivisme affectif.

Bien sûr, même sans voir dans tout cela, comme Simmel le voulait, la « tragédie de la culture moderne », il serait tout de même erroné d'ignorer le phénomène : plus la culture d'une société est variée, plus il devient difficile, pour l'individu, de se rapporter avec la nécessité

d'intégrer cette culture et de l'affirmer comme propre. Il s'agit d'un processus social dont les effets sont également remarquables au quotidien dans l'évolution de la vie et de l'organisation universitaire.

Un effet, par exemple, est celui de la poussée croissante, à l'intérieur des dynamiques de gestion de l'Université (la « gouvernance », quelle que soit la signification attribuable à ce mystérieux terme si diffusé que vague dans sa polysémie), à la « bureaucratisation » et « procéduralisation » des processus (pensez seulement aux standards de certification de la qualité de la didactique ou à l'évaluation de la recherche), qui vont certainement dans la direction d'une suprématie de la culture « objective » sur la culture « subjective ». La « fonctionnalisation » de la profession d'enseignant, à savoir sa progressive transformation de profession d'intellectuel à profession de manager-organisateur est un indice assez clair de telle suprématie, désormais incontestée, de l'« objectivité ».

En observant donc la réalité actuelle de l'Université italienne et européenne (et nord-américaine également) avec des yeux impartiales et non offusqués par des séduisants conformismes à la page, nous pourrions très difficilement appliquer à la situation du monde académique d'aujourd'hui les mots sages et littéralement illuminés qu'Immanuel Kant dédiait à la Kirchengeschichte, c'est-à-dire que la période la plus favorable, le kairòs, de l'histoire de l'Eglise est, et doit toujours être, pour le philosophe de Königsberg, le moment présent.

Certes, Kant pouvait affirmer cela grâce à sa conviction de la prééminence de l'Eglise invisible, universelle et aconfessionnelle, donc intrinsèquement libre et rationnelle, sur l'Eglise visible, historico-concrète et confessionnellement orientée ; il se peut, donc, que le sens régulateur de l'adjectif « unsichtbar » par rapport à l'utilisation constitutive (et dogmatique) de « sichtbar » soit, lato sensu, également extensible à l'Université. C'est-à-dire qu'il existe une Université invisible qui, extensivement, incorpore l'Université visible et la perfectionne à l'aide des bénéfiques et utopiques raisons en perspective des « als ob », des idées régulatrices. Il se peut.

Néanmoins, la pression exercée par les séduisantes persuasions des tutelles infimes de l'« esprit du temps » (qui nous fait prononcer encore don Alfonso, qui à bien regarder, si « altri un vizio chiama e altri un uso », en vérité au fond s'adapter est seulement « necessità del core », parce que « così fan tutte ! ») est trop forte pour réussir à voir réellement se découper, impérieuse, sur l'Université factuellement existante, cette Université qui, comme la ville de Platon, n'« existe que dans nos discours »...

Séduite (et, dans beaucoup de cas, aussitôt abandonnée) par les sirènes provenant d'une méthode particulièrement adaptée, et pour affinités culturelles et pour affinités linguistiques et syntactiques, au monde nordaméricain – et de manière générale aux pays anglophones –, mais aussi conditionnée par l'ensemble des circonstances (rationnellement pas toujours compréhensibles, mais dans la substance dictées par des exigences imposées plus par le marché global que par la pensée ou, encore moins, par la syntaxe) qui ont mené la langue anglaise à s'imposer dans plusieurs domaines comme langue véhiculaire (ou bien même comme la seule langue scientifiquement accréditée et fiable), l'Université italienne et, en elle, surtout la culture humanistique semblent avoir souvent perdu confiance en elles-mêmes et dans leur capacité à se qualifier, dans la particularité de leur organisation, en tant que proposition durablement valide pour affronter les questions décisives qui toujours et encore tenaillent et angoissent l'individu contemporain.

Du point de vue sociologique, le cadre général n'est tout de même pas complètement ombragé, au contraire. Les effets, bien que mitigés, du Procès de Bologne commencent à se percevoir au moins en ce qui concerne la création de plus en plus réelle et factuelle d'un espace universitaire authentiquement européen (le succès de programmes d'échange comme Erasmus et du système de crédits formatifs avec la conséquente comparabilité des parcours, en sont un exemple évident). L'effet qui en est découlé, et qui en découle constamment, est celui d'une tendance générale à l'internationalisation institutionnelle de l'université qui, dans les trente dernières années, s'est indiscutablement renforcé sur échelle non seulement européenne, mais globale, surtout grâce aux technologies numériques. Cela semble, à une analyse attentive, quelque chose de qualitativement différent de la circulation internationale des idées, qui a toujours eu lieu et aussi de la collaboration internationale entre corps de recherche de pointe, pour laquelle il y a beaucoup d'exemples au XIXe siècle : on pourrait parler de la progressive formation de savoirs effectivement globaux, un réseau très dense dans lequel, pour une discipline ou pour l'autre, chaque université représente un nœud de réception, de réélaboration et d'irradiation.

Ces transformations dans la réalité italienne sont attestées aussi, et plastiquement, par les indicateurs illustrés dans le XXIV Rapporto AlmaLaurea sur « Profilo e Condizione Occupazionale delle Laureate e dei Laureati », présenté en juin 2022. Les données font ressurgir une évaluation substantiellement positive de l'université italienne, avec 88,8% de diplômés qui se déclare satisfait par la relation avec les enseignants et 79,2% qui confirmerait le choix de cours et d'université. Aussi l'enquête sur la Condition occupationnelle photographie une progressive

amélioration du taux d'occupation un an après le diplôme, en marquant une augmentation de 2,9% par rapport à 2019 pour les diplômé(e)s de deuxième niveau et de 0,4% pour les diplômé(e)s de premier niveau. Les rétributions également semblent augmenter : par rapport à l'enquête de 2019, on relève +9,1% pour les diplômé(e)s de premier niveau et +7,7% pour ceux de deuxième niveau.

En revanche, le marché du travail dessine un cadre d'instabilité pour les néo-diplômé(e)s avec une augmentation des contrats à durée déterminée, une méfiance envers les institutions et, au contraire, une grande confiance dans la technologie, dans le réseau des relations sociales et dans la famille, facteurs cruciaux pour l'amélioration des possibilités occupationnelles et professionnelles des diplômé(e)s.

Le Rapporto permet d'arguer que se diplômer représente dans tous les cas un avantage compétitif. Le niveau du titre d'études que l'on possède est déterminant pour ne pas être au chômage et pour gagner plus. En 2021 le taux d'occupation de la tranche d'âge 20-64 ans entre les diplômé(e)s est de 79,2% contre les 65,2% des personnes avec le BAC (données ISTAT) et un(e) diplômé(e), selon la documentation OECD (Organization de Coopération et de Développement Economiques), gagnait en 2020 37% de plus qu'un(e) non diplômé(e).

Le Rapporto atteste le paradoxe d'une population de diplômées qui se diplômement plus tôt, et avec des performances meilleures par rapport aux collègues hommes, mais qui rencontrent plus d'obstacles en termes d'entrée et de conditions sur le marché du travail ; l'écart « différentiel selon le genre » est plus grand pour les disciplines humanistiques, tandis qu'il devient moins significatif pour les disciplines techniques et scientifiques.

Quant aux inscriptions, après la diminution remarquable à partir de l'année académique 2003/2004, à partir de l'année académique 2014/2015 on a observé une augmentation constante des nouveaux inscrits, en arrivant en 2020/2021 à +21% par rapport à 2013/2014 (source MUR). Cependant, dans la dernière année académique (2021/2022) on a relevé une diminution des inscriptions (-3% par rapport à 2020/2021), plus forte dans les universités du Mezzogiorno (-5%). Dans tous les cas le nombre des inscrits est encore aujourd'hui inférieur à celui de 2003/2004 (-5%). La progression des inscriptions se reflète de manière intéressante dans les aires disciplinaires : par rapport à l'a.a. 2003/2004 l'aire STEM (c'est-à-dire les grands secteurs de Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques) montre une augmentation du 14%, alors que l'aire sanitaire et agro-vétérinaire a enregistré une croissance de 2%. Finalement, l'aire artistique, littéraire et de l'éducation et surtout l'aire

économique, juridique et sociale sont encore en dessous des quotas d'inscrits de 2002/2004 (respectivement -11% et -15%).

La pandémie a sensiblement réduit les expériences à l'étranger reconnues par le parcours d'études, qui ont concerné seulement 8,5% des diplômé(e)s en 2021, en revenant ainsi à un niveau inférieur qu'en 2011 (pourcentage égal à 11,3% en 2020 et à 8,9% en 2011). Il s'agit d'expériences qui, au-delà de la valorisation du bagage culturel de l'étudiant(e), permettent d'acquérir plusieurs compétences linguistiques. En effet, le 90,2% des diplômé(e)s qui ont eu une expérience d'étude à l'étranger reconnue déclare connaître au moins une langue étrangère écrite à un niveau égal ou supérieur au B2, alors qu'entre ceux qui n'ont pas fait cette expérience le pourcentage est de 59,3%.

Les expériences de stage également ont subi un temps d'arrêt après une période d'augmentation. En 2021, c'est le 57,1% des diplômé(e)s qui ont effectué des stages reconnus par leur parcours d'études. En 2011, c'était le 55,3% et, après plusieurs années de substantielle stabilité, à partir de 2015 on a enregistré une croissance constante durée jusqu'à 2019 (en élevant le quota à 59,9%), à laquelle est suivie la contraction de 2020 (-2,3% par rapport au 2019) et de 2021 (-0,5% par rapport à 2020).

Les expériences à l'étranger et les stages augmentent les chances de trouver un travail. A parité de conditions, qui a fait un stage reconnu a 7,6% de probabilités de plus d'être occupé un an après le diplôme, alors que qui a fait une période d'études à l'étranger a le 15,4% de probabilité en plus.

Recherche, enseignement et formation se confirment, donc, dans l'Université, comme l'écrivait déjà Karl Jaspers dans les années Soixante du siècle dernier, des tâches indissolublement interconnectées, des moments d'une « totalité vivante », ainsi que l'on ne peut pas imaginer l'un sans l'autre, sans donc que la substance de l'Université décade ou sans qu'à la fois chaque tâche ne s'atrophie ou prenne des formes hybrides ou malheureuses (cfr. K. Jaspers, K. Rossmann, Die Idee der Universität für die gegenwärtige Situation, Springer, Berlin-Göttingen-Heidelberg 1961). L'attention croissante donnée (dans les programmes et dans les financements ministériels) à la ainsi-dite « troisième mission » de l'Université – même si le terme est lui-même assez horrible – a eu du moins le mérite de ramener au centre du débat l'importance du « rôle publique » du savoir universitaire : l'Université n'est pas et ne peut pas être une turris eburnea, un lieu isolé et élitare de quelques élus et privilégiés, mais un centre

indispensable d'irradiation de culture et un lieux pour une croissance civile de la collectivité entière.

Il s'agit donc de défendre l'idée de l'autonomie irréductible des savoirs, des langues et des cultures, contre toute tentation de reconduire la formation à une « pensée unique » masquée. L'exemple pratique de Rosmini selon lequel, pour construire les fondations d'une encyclopédie du savoir, il faut passer, de manière créative et « poétiquement » aussi, par la construction d'une « nouvelle » langue » ou du moins d'une langue ad hoc, reste de ce côté un modèle encore utile à étudier et à approfondir, aussi et surtout dans les sièges académiques.

Il s'agit, avec ceci, de récupérer et de donner une nouvelle vie à l'idée, déjà humboldtienne, qui voit dans la passion pour la science, entendue comme pluralité des savoirs, la caractéristique essentielle qui réunit tous ceux qui travaillent dans l'Université : unité de recherche et d'enseignement, libre collaboration entre enseignant et étudiant, refus commun d'accueillir passivement des contenus prédéterminés, standardisés et uniformes.

(o.b. – f.g.)